

ACCORD INTERNATIONAL SUR L'ESCAUT

LES GOUVERNEMENTS,

- **DU ROYAUME DE BELGIQUE,
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE DE BELGIQUE,
DE LA REGION FLAMANDE DE BELGIQUE,
DE LA REGION WALLONNE DE BELGIQUE,**
- **DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,**
- **DU ROYAUME DES PAYS-BAS,**

CONSIDERANT les travaux réalisés par les Parties Contractantes à l'Accord concernant la Protection de l'Escaut, signé à Charleville-Mézières le 26 avril 1994, et désireux de renforcer la coopération existante entre les Etats et Régions concernés par la protection et l'utilisation des eaux du district hydrographique international de l'Escaut,

SOUCIEUX d'assurer le maintien et l'amélioration de la qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques du district hydrographique international de l'Escaut, en tenant compte de la valeur de ses eaux, rives, zones rivulaires et eaux côtières,

ANIMES DE la volonté commune de collaborer pour réaliser un développement durable et de la volonté de mettre en œuvre, chacun pour ce qui le concerne, les mesures appropriées d'une gestion intégrée du district hydrographique international de l'Escaut afin de réaliser une gestion durable et intégrée de l'eau, compte tenu en particulier de sa multifonctionnalité,

SOUCIEUX d'assurer conjointement dans le district hydrographique international de l'Escaut, la coordination qui est nécessaire en vertu de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

CONSIDERANT QUE la mise en œuvre du présent Accord et de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, nécessite, au sein du district hydrographique international de l'Escaut, selon les domaines géographiques et les thèmes à traiter, une coordination multilatérale, bilatérale ou nationale,

SE REFERANT à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, signée à Helsinki le 17 mars 1992, ainsi qu'à la Convention sur la protection de l'environnement marin de l'Atlantique du Nord-Est signée à Paris le 22 septembre 1992,

SOUCIEUX de réaliser, dans le cadre de leur coopération, les objectifs politiques de la Déclaration ministérielle de Liège du 30 novembre 2001 et, soucieux de contribuer, entre autres, à atténuer les effets des inondations et des sécheresses,

DESIREUX d'assurer la coopération dans les domaines de la prévention et de la protection contre les inondations et dans ceux de la prévention et de la lutte contre les pollutions accidentelles de l'eau,

CONSCIENTS QUE la protection de l'Escaut est également indispensable afin de préserver et d'améliorer l'écosystème de la Mer du Nord,

CONSCIENTS QUE l'Escaut participe à diverses fonctions et utilisations écologiques, économiques et sociales essentielles,

ANIMES DE la volonté de coopérer avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour poursuivre les objectifs du présent Accord et d'y associer le public au sens de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

CONVAINCUS de l'urgence de ces tâches et compétents, chacun pour ce qui le concerne, pour la mise en œuvre des actions décidées conjointement dans le cadre du présent Accord,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Définitions

Au sens du présent Accord, on entend par :

- a) “Directive cadre sur l’eau” : la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l’eau (Journal officiel des Communautés européennes L 327/1 du 22 décembre 2000) y compris d’éventuelles modifications ;
- b) “Escaut” : l’Escaut à partir de sa source jusqu’à son embouchure dans la mer, y compris l’Escaut Maritime et l’Escaut Occidental ;
- c) “bassin hydrographique de l’Escaut” : territoires dont les eaux de ruissellement s’écoulent à travers les affluents de l’Escaut et l’Escaut même vers la Mer du Nord ;
- d) “district hydrographique international de l’Escaut” : la zone terrestre et maritime fixée par les Parties Contractantes en vertu de la Directive cadre sur l’eau, qui comporte le bassin hydrographique de l’Escaut, les bassins hydrographiques associés et les eaux souterraines et côtières qui leurs sont associées.

Une carte annexée au présent Accord indique de façon générale et indicative les limites du district hydrographique international de l’Escaut ;

- e) “Commission” : la Commission Internationale de l’Escaut ;
- f) “Accord de Charleville-Mézières” : l’Accord concernant la protection de l’Escaut, signé à Charleville-Mézières le 26 avril 1994.

Complémentairement, les définitions de la Directive cadre sur l’eau sont applicables.

ARTICLE 2

Objectif de l'Accord

Les Parties Contractantes s'efforcent de réaliser une gestion de l'eau durable et intégrée pour le district hydrographique international de l'Escaut, compte tenu en particulier de la multifonctionnalité de ses eaux.

Dans le cadre du présent Accord, les canaux du district hydrographique international de l'Escaut qui relient le bassin hydrographique de l'Escaut vers la Mer du Nord sont pris en compte dans la gestion des eaux du bassin hydrographique de l'Escaut.

Elles coopèrent plus particulièrement afin de :

- a) coordonner la mise en œuvre des exigences définies dans la Directive cadre sur l'eau pour réaliser ses objectifs environnementaux et en particulier tous les programmes de mesures, pour le district hydrographique international de l'Escaut;
- b) produire un seul plan de gestion pour le district hydrographique international de l'Escaut conformément à la Directive cadre sur l'eau ;
- c) se concerter puis coordonner les mesures pour une prévention et une protection contre les inondations compte tenu des aspects écologiques, de l'aménagement du territoire, de la gestion de la nature ainsi que d'autres domaines tels que l'agriculture, la sylviculture et l'urbanisation, et contribuer à atténuer les effets des inondations et des sécheresses y compris les mesures préventives ;
- d) coordonner les mesures de prévention et de lutte contre les pollutions accidentelles des eaux et assurer la transmission des informations nécessaires.

ARTICLE 3

Principes de la coopération

1. Dans leur action, les Parties Contractantes sont guidées par les principes suivants :
 - a) le principe de précaution ;
 - b) le principe de prévention ;
 - c) le principe de lutte contre les atteintes à l'environnement de préférence à la source ;
 - d) le principe du pollueur-payeur,tels que définis et communément interprétés dans le droit européen de l'environnement.
2. Afin de réaliser les objectifs mentionnés dans l'article 2 du présent Accord, les Parties Contractantes :
 - a) prennent les mesures nécessaires sur leur territoire, pour la mise en œuvre du présent Accord ainsi que des avis, recommandations ou décisions de la Commission et s'en informent mutuellement ;
 - b) protègent et dans la mesure du possible améliorent, le cas échéant par des mesures d'aménagement et par l'orientation de l'utilisation du milieu, la qualité des écosystèmes aquatiques ;
 - c) renforcent l'échange des informations et d'opinions ;
 - d) informent dans les meilleurs délais les Parties qui peuvent être affectées en cas de pollutions accidentelles dont les conséquences sont susceptibles de menacer de façon significative la qualité de l'eau ;
 - e) informent dans les plus brefs délais les Parties qui peuvent être affectées en cas de crue imminente ;
 - f) coordonnent en tant que de besoin, leur politique relative à la gestion des sédiments et limitent dans la mesure du possible le déversement et le reversement de boues de dragage polluées dans les eaux, ainsi que leur déplacement vers l'aval.
3. Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux droits des Parties Contractantes d'adopter et d'appliquer, individuellement ou conjointement, des mesures plus rigoureuses que celles qui seront prises en application du présent Accord.

ARTICLE 4

Missions de la Commission

1. Les Parties Contractantes instituent la Commission pour mettre en œuvre le présent Accord.
2. La Commission émet des avis ou recommandations aux Parties Contractantes afin de mettre en œuvre le présent Accord.

Elle décide des mesures d'organisation interne et de l'organisation du travail qu'elle juge nécessaire. Elle adopte le budget annuel.

Ces avis ou recommandations sont émis et ces décisions sont prises conformément à la procédure visée à l'article 5.

3. La coordination multilatérale de la mise en œuvre des exigences de la Directive cadre sur l'eau sur des sujets d'intérêt commun se déroule au sein de la Commission.

Il s'agit en particulier de la coordination :

- a) de l'analyse des caractéristiques du district hydrographique international de l'Escaut ;
 - b) de l'étude des incidences de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines du district hydrographique international de l'Escaut ;
 - c) de l'analyse économique de l'utilisation de l'eau ;
 - d) des programmes de surveillance ;
 - e) des programmes de mesures ;
 - f) de la production d'un seul plan de gestion pour le district hydrographique international de l'Escaut, ou tout au moins - si cela ne peut être réalisé - de coordonner les plans de gestion établis par les Parties Contractantes pour ce qui concerne les parties du district hydrographique situées sur leur territoire.
4. En outre, la Commission a pour tâches :
 - a) d'élaborer des avis ou recommandations pour améliorer :
 - la prévention et la protection contre les inondations en tenant compte des aspects écologiques, de l'aménagement du territoire, de la gestion de la nature, ainsi que d'autres domaines tels que l'agriculture, la sylviculture et l'urbanisation,
 - la coordination des systèmes d'avertissement et d'alerte dans le domaine des crues,

- la qualité des informations opérationnelles et d'alerte concernant les inondations par le développement de modèles de prévision,
 - l'échange d'informations entre les centres opérationnels ;
- b) d'élaborer des avis ou recommandations pour atténuer les effets des sécheresses, y compris les mesures préventives ;
- c) d'élaborer des avis ou recommandations pour améliorer la prévention et la lutte contre les pollutions accidentelles des eaux, en particulier en ce qui concerne la coordination des systèmes d'avertissement et d'alerte en vue de garantir une transmission avec des techniques appropriées d'informations sur les pollutions accidentelles des eaux, qui menacent d'avoir des effets transfrontaliers significatifs ;
- d) d'élaborer des avis ou recommandations pour améliorer la population et la circulation des poissons ;
- e) de coordonner les programmes de surveillance des Parties Contractantes relatifs à la qualité de l'eau afin d'aboutir à un réseau de mesures homogène et à son maintien ;
- f) de définir des priorités et d'établir un programme d'actions en vue de contribuer à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 2 du présent Accord, ainsi que d'effectuer son évaluation sur une base périodique. Après la production du premier plan de gestion du district hydrographique international de l'Escaut, éventuellement d'établir un programme d'actions qui lui est complémentaire ;
- g) de renforcer l'échange d'informations et d'opinions concernant :
- la politique de l'eau des Parties Contractantes,
 - leur politique relative à la gestion des sédiments,
 - les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales,
 - les projets qui sont soumis à une étude d'impact ou d'incidence et qui peuvent avoir un effet transfrontalier significatif, en tenant compte de la législation en vigueur sur le territoire des Parties Contractantes ;
- h) d'encourager la coopération et l'échange d'informations dans le cadre de programmes de recherche scientifique en rapport avec les objectifs du présent Accord ;
- i) d'établir un rapport d'activités annuel, qui sera rendu public et tout autre rapport qu'elle juge utile ;

- j) de coopérer, quand cela s'avère nécessaire, avec d'autres Commissions internationales ou organisations qui accomplissent des tâches comparables pour d'autres districts hydrographiques.
5. La coordination pour les sous-bassins hydrographiques transfrontaliers situés dans le district hydrographique international de l'Escaut pourra se dérouler dans un cadre régional approprié.
 6. Pour la coordination des exigences de la Directive Cadre sur l'eau sur les bassins hydrographiques situés entièrement sur le territoire d'une Partie, celle-ci assure les liaisons qu'elle estime pertinentes avec les autres Parties.
 7. La Commission peut traiter toute autre affaire que les Parties Contractantes lui confient d'un commun accord dans les domaines couverts par le présent Accord.

ARTICLE 5

Composition et fonctionnement de la Commission

1. La Commission est composée de délégations des Parties Contractantes. Chaque Partie Contractante désigne ses délégués, dont un chef de délégation.
2. La présidence de la Commission est exercée à tour de rôle par chaque Partie Contractante pour une durée fixée par le Règlement intérieur et financier prévu au paragraphe 8 du présent article. La Partie Contractante qui exerce la présidence désigne l'un des membres de sa délégation en qualité de Président de la Commission. Le Président n'intervient pas en tant que porte-parole de sa délégation au cours des séances de la Commission.
3. La Commission se réunit une fois par an sur convocation de son Président. Elle se réunit, en outre, à la demande d'au moins deux délégations. La Commission peut tenir certaines de ses réunions au niveau ministériel.
4. La Commission formule ses avis ou recommandations et prend ses décisions à l'unanimité. Le Règlement intérieur et financier ainsi que le budget de la Commission sont adoptés en présence de toutes les délégations. Chaque délégation dispose d'une voix. L'absence d'une délégation ayant le droit de vote vaut abstention. L'abstention d'une seule délégation ne fait pas obstacle à l'unanimité.

Les délégations respectives du Royaume de Belgique et des Régions belges disposent du droit de vote pour les décisions concernant leurs compétences propres en vertu de la Constitution et de la législation belge.

5. Les langues de travail de la Commission sont le français et le néerlandais.
6. La Commission dispose d'un secrétariat permanent installé à Anvers pour l'assister dans ses tâches. La Commission décide du recrutement et du licenciement du personnel du secrétariat. A cette fin des règles sont fixées dans le Règlement intérieur et financier.
7. Afin de s'acquitter des missions qui lui sont confiées en vertu du présent Accord, la Commission possède la personnalité juridique. Elle jouit, sur le territoire de chacune des Parties Contractantes, de la capacité juridique nécessaire à l'accomplissement de ses missions. La Commission est représentée par son Président.
8. Pour organiser ses activités la Commission établit son Règlement intérieur et financier. Ce Règlement doit prévoir une procédure écrite pour la prise de décision, sans préjudice des principes énoncés au paragraphe 4 du présent article.

ARTICLE 6

Observateurs et coopération avec des tiers

1. La Commission peut reconnaître en qualité d'observateur et à leur demande :
 - a) la Communauté Européenne ;
 - b) des organisations intergouvernementales dont les activités sont liées au présent Accord ;
 - c) des organisations non gouvernementales pour autant qu'il y ait des points communs avec leurs intérêts ou tâches ;
 - d) tout Etat qui n'est pas Partie Contractante au présent Accord et qui marque un intérêt pour les travaux de la Commission.
2. Les observateurs peuvent participer aux réunions de la Commission sans pour autant disposer d'un droit de vote et peuvent transmettre à la Commission toute information, tout rapport ou toute opinion, relatifs à l'objet du présent Accord.
3. La Commission échange des informations avec les observateurs. En particulier, elle entend les observateurs s'il s'agit d'avis, recommandations ou décisions qu'elle estime importants pour ces derniers, et elle les informe des avis ou recommandations émis et des décisions prises.
4. La Commission organise en son sein la collaboration avec les observateurs.

Les modalités de cette collaboration ainsi que les conditions requises à l'admission et à la participation à cette collaboration sont fixées dans le Règlement intérieur et financier.
5. La Commission peut décider de se faire assister par des experts et les inviter à ses réunions.

ARTICLE 7

Financement de la Commission

1. Chaque Partie Contractante supporte les coûts de sa représentation dans la Commission.
2. Les Parties Contractantes supportent les autres coûts afférents au fonctionnement de la Commission, y compris celui de son secrétariat, conformément à la clé de répartition suivante :

Royaume de Belgique :	0,5 %
Région de Bruxelles-Capitale :	5 %
Région Flamande :	37,5 %
Région Wallonne :	10 %
République Française :	40 %
Royaume des Pays-Bas :	7 %

La Commission peut, en cas d'adhésion ultérieure, de retrait d'une Partie Contractante ou d'activités jugées par elle spécifiques, arrêter une clé de répartition différente.

ARTICLE 8

Règlement des différends

En cas de différend entre les Parties Contractantes quant à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, ces parties recherchent prioritairement une solution par voie de négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.

ARTICLE 9

Relations avec d'autres Accords

1. Le présent Accord abroge et remplace, dès son entrée en vigueur, l'Accord de Charleville-Mézières.
2. Sans préjudice des dispositions du premier paragraphe du présent article, les avis ou recommandations émises et les décisions prises en vertu de l'Accord de Charleville-Mézières continuent d'être applicables et conservent le même caractère juridique, dans la mesure où ils sont compatibles avec le présent Accord ou ne sont pas explicitement abrogés par celui-ci ou par tout autre avis, recommandation ou décision de la Commission.
3. Les biens, droits et obligations, membres du personnel, archives ainsi que les dettes et les créances, présentes ou futures, découlant de contrats ou de procédures judiciaires en cours et à venir, de la Commission instituée par l'Accord de Charleville-Mézières, sont intégralement repris par la Commission instituée par le présent Accord.
4. Les dispositions du présent Accord ne portent pas préjudice aux droits et obligations des Parties Contractantes découlant d'autres accords antérieurs à l'entrée en vigueur du présent Accord et ayant un rapport avec son objet.

ARTICLE 10

Entrée en vigueur

1. Chaque Partie Contractante notifie au Gouvernement du Royaume de Belgique, désigné comme dépositaire du présent Accord, l'exécution des procédures internes requises en ce qui concerne l'entrée en vigueur du présent Accord.
2. Le dépositaire confirmera immédiatement la date de réception des notifications et en informera les autres Parties Contractantes.
3. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la dernière notification.

ARTICLE 11

Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de trois ans après son entrée en vigueur, le présent Accord peut être dénoncé à tout moment, après accomplissement des procédures nationales par chacune des Parties Contractantes, par une déclaration écrite adressée au dépositaire.
2. La dénonciation prend effet à la fin de l'année suivant l'année de la dénonciation.

ARTICLE 12

Texte original et dépôt

Le présent Accord, qui a été établi en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi, est déposé dans les archives du dépositaire qui remet une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

SCHELDEVERDRAG

DE REGERINGEN VAN

- **HET KONINKRIJK BELGIË,
HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST VAN BELGIË,
HET VLAAMS GEWEST VAN BELGIË,
HET WAALS GEWEST VAN BELGIË,**
- **DE FRANSE REPUBLIEK,**
- **HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,**

OVERWEGEND de door de Verdragspartijen van het Verdrag inzake de Bescherming van de Schelde, gesloten te Charleville-Mézières op 26 april 1994, verrichte werkzaamheden en verlangend de bestaande samenwerking te versterken tussen de Staten en Gewesten die betrokken zijn bij de bescherming en het gebruik van het water in het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde,

ERNAAR STREVEND zorg te dragen voor het behoud en de verbetering van de kwaliteit van het water en van de aquatische ecosystemen van het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde, teneinde recht te doen aan het waardevolle karakter van haar wateren, oevers, oevergebieden en kustwateren,

GELEID DOOR de gezamenlijke wens om samen te werken teneinde een duurzame ontwikkeling tot stand te brengen en de wil om, elk voor zich, de passende maatregelen voor een integraal beheer van het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde te treffen teneinde een duurzaam en integraal waterbeheer te bereiken, in het bijzonder rekening houdend met de multifunctionaliteit van de Schelde,

TENEINDE in het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde gezamenlijk zorg te dragen voor de afstemming die op grond van Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid noodzakelijk is,

GELET OP het feit dat de tenuitvoerlegging van het onderhavig Verdrag en van de Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid, vereist dat in de schoot van het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde, al naar gelang en de te behandelen geografische gebieden en thema's, een multilaterale, een bilaterale of een nationale afstemming plaats vindt,

GELET OP het Verdrag inzake de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende waterlopen en internationale meren, gesloten te Helsinki op 17 maart 1992, en het Verdrag inzake de bescherming van het mariene milieu van de Noordoost-Atlantische Oceaan, gesloten te Parijs op 22 september 1992,

ERNAAR STREVENDE om in het kader van hun samenwerking de beleidsdoelstellingen te verwezenlijken van de ministeriële Verklaring van Luik van 30 november 2001 en onder andere ernaar strevend bij te dragen aan het afzwakken van de effecten van overstromingen en van perioden van droogte,

VERLANGEND zorg te dragen voor de samenwerking bij de preventie van en de bescherming tegen hoogwater en bij het voorkomen en het bestrijden van calamiteuze waterverontreiniging,

ZICH ERVAN BEWUST dat de bescherming van de Schelde verder noodzakelijk is om het ecosysteem van de Noordzee in stand te houden en te verbeteren,

ZICH ERVAN BEWUST dat de Schelde voor uiteenlopende essentiële ecologische, economische en sociaal-maatschappelijke functies en doelen gebruikt wordt,

VANUIT DE WIL bij het nastreven van de doelstellingen van het onderhavig Verdrag samen te werken met intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties en het publiek hierbij in de zin van de Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid te betrekken,

ERVAN OVERTUIGD dat dit dringende taken zijn, waarbij elk voor zich bevoegd blijft voor de uitvoering van de gezamenlijk in het kader van het onderhavig Verdrag afgesproken acties,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

ARTIKEL 1

Begripsbepalingen

In het onderhavig Verdrag wordt verstaan onder :

- a) “Kaderrichtlijn Water” : Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid (Publicatieblad der Europese Gemeenschappen L 327/1 van 22 december 2000) met inbegrip van eventuele wijzigingen ;
- b) “Schelde” : de Schelde vanaf haar bron tot aan haar monding in zee, daarbij inbegrepen de Zeeschelde en de Westerschelde ;
- c) “stroomgebied van de Schelde” : het gebied van waar al het over het oppervlak lopende water via de zijrivieren van de Schelde en de Schelde zelf op de Noordzee afwatert ;
- d) “internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde” : het gebied van land en zee, afgebakend door de Verdragsluitende Partijen overeenkomstig de Kaderrichtlijn Water, dat uit het stroomgebied van de Schelde, de bijbehorende stroomgebieden en de bijbehorende grond- en kustwateren bestaat.

Een kaart, opgenomen als bijlage bij het onderhavig Verdrag, geeft op algemene en indicatieve wijze de grenzen van het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde aan ;
- e) “Commissie” : de Internationale Scheldecommissie ;
- f) “Verdrag van Charleville-Mézières” : het Verdrag inzake de bescherming van de Schelde, ondertekend te Charleville-Mézières op 26 april 1994.

In aanvulling op de bovenstaande begripsbepalingen zijn de definities uit de Kaderrichtlijn Water van toepassing.

ARTIKEL 2

Doel van het Verdrag

De Verdragsluitende Partijen streven het bereiken van een duurzaam en integraal waterbeheer van het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde na, in het bijzonder rekening houdend met de multifunctionaliteit van haar wateren.

In het kader van het onderhavig Verdrag worden de kanalen van het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde, die het stroomgebied van de Schelde verbinden met de Noordzee, beschouwd als deel uitmakend van het stroomgebied van de Schelde.

Zij werken in het bijzonder samen om :

- a) de tenuitvoerlegging van de uit de Kaderrichtlijn Water voortvloeiende verplichtingen tot het verwezenlijken van haar milieudoelstellingen, en in het bijzonder alle maatregelenprogramma's, voor het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde af te stemmen ;
- b) een enkel beheersplan voor het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde overeenkomstig de Kaderrichtlijn Water op te stellen ;
- c) over de voorzorgsmaatregelen en beschermingsmaatregelen tegen hoogwater te overleggen en deze vervolgens af te stemmen, met inachtneming van de ecologische aspecten, ruimtelijke ordening, natuurbeheer en andere beleidsterreinen zoals landbouw, bosbouw en verstedelijking, en bij te dragen tot het afzwakken van de effecten van hoogwater en van perioden van droogte, daarbij inbegrepen preventieve maatregelen ;
- d) maatregelen ter voorkoming en bestrijding van calamiteuze waterverontreiniging af te stemmen, alsmede zorg te dragen voor de noodzakelijke informatiedoorgeleiding.

ARTIKEL 3

Beginselen van de samenwerking

1. Bij hun handelen laten de Verdragsluitende Partijen zich leiden door de volgende beginselen :
 - a) het voorzorgsbeginsel ;
 - b) het beginsel van preventief handelen ;
 - c) het beginsel dat milieuaantastingen bij voorrang aan de bron dienen te worden bestreden ;
 - d) het beginsel dat de vervuiler betaalt,zoals gedefinieerd en gemeenschappelijk geïnterpreteerd in het Europese milieurecht.
2. De Verdragsluitende Partijen zullen, teneinde de in artikel 2 van het onderhavig Verdrag genoemde doelstellingen te verwezenlijken :
 - a) de voor hun grondgebied nodige maatregelen voor de uitvoering van het onderhavig Verdrag alsmede van de adviezen, aanbevelingen en besluiten van de Commissie treffen en elkaar daarover informeren ;
 - b) de kwaliteit van de aquatische ecosystemen beschermen en waar mogelijk verbeteren, onder andere door inrichtingsmaatregelen en door geleiding van het gebruik ;
 - c) de uitwisseling van informatie en meningen versterken ;
 - d) bij calamiteuze verontreinigingen, waarvan de gevolgen de waterkwaliteit wezenlijk kunnen bedreigen, zo spoedig mogelijk de Partijen informeren die daardoor kunnen worden getroffen ;
 - e) bij naderend hoogwater zo spoedig mogelijk de Partijen informeren die daardoor kunnen worden getroffen ;
 - f) hun beleid inzake het beheer van de sedimenten naar behoefte op elkaar afstemmen en het storten en terugstorten in de wateren, alsmede het verplaatsen in benedenstroomse richting, van verontreinigde baggerspecie zoveel mogelijk beperken.
3. De bepalingen van het onderhavig Verdrag doen geen afbreuk aan het recht van de Verdragsluitende Partijen om afzonderlijk of gezamenlijk strengere maatregelen aan te nemen en toe te passen dan die uit hoofde van het onderhavig Verdrag.

ARTIKEL 4

Taken van de Commissie

1. De Verdragsluitende Partijen stellen de Commissie in, voor de uitvoering van het onderhavig Verdrag.
2. De Commissie brengt adviezen of aanbevelingen aan de Verdragsluitende Partijen uit om het onderhavig Verdrag uit te voeren.

Zij neemt besluiten over maatregelen met betrekking tot de interne organisatie en de noodzakelijk geachte werkorganisatie. Zij stelt de jaarlijkse begroting vast.

Deze adviezen en aanbevelingen worden uitgebracht en deze besluiten genomen overeenkomstig de procedure van artikel 5.

3. De multilaterale afstemming van de tenuitvoerlegging van de verplichtingen van de Kaderrichtlijn Water met betrekking tot onderwerpen van gemeenschappelijk belang vindt plaats in de Commissie.

Dit betreft met name de afstemming van :

- a) de analyse van de kenmerken van het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde ;
 - b) het onderzoek naar de effecten van menselijke activiteiten op de toestand van het oppervlakte- en het grondwater in het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde ;
 - c) de economische analyse van het watergebruik ;
 - d) de monitoringprogramma's ;
 - e) de maatregelenprogramma's ;
 - f) de opstelling van een enkel beheersplan voor het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde, of - wanneer dit niet tot stand zou komen - ten minste van de beheersplannen die door de Verdragsluitende Partijen voor de op hun grondgebied gelegen delen van het internationaal stroomgebiedsdistrict zijn opgesteld.
4. De Commissie heeft voorts de volgende taken :
 - a) het opstellen van adviezen of aanbevelingen ter verbetering van :

- de preventie van en de bescherming tegen hoogwater, met inachtneming van de ecologische aspecten, ruimtelijke ordening, natuurbeheer en andere beleidsterreinen zoals landbouw, bosbouw en verstedelijking,
 - de afstemming van de waarschuwings- en alarmsystemen voor hoogwater,
 - de kwaliteit van de operationele en alarmeringsgegevens met betrekking tot hoogwater door de ontwikkeling van voorspellingsmodellen,
 - de gegevensuitwisseling tussen operationele centra ;
- b) het opstellen van adviezen of aanbevelingen voor het afzwakken van de effecten van perioden van droogte, preventieve maatregelen daarbij inbegrepen ;
- c) het opstellen van adviezen of aanbevelingen ter verbetering van de voorkoming en de bestrijding van calamiteuze waterverontreiniging, in het bijzonder wat de afstemming betreft van de waarschuwings- en alarmsystemen teneinde te voorzien in een adequate doorgeleiding van informatie over calamiteuze waterverontreiniging waarvan verwacht kan worden dat deze wezenlijke grensoverschrijdende effecten zal hebben ;
- d) het opstellen van adviezen of aanbevelingen ter verbetering van de visstand en de vismigratie ;
- e) het afstemmen van de programma's van de Verdragsluitende Partijen voor de bewaking van de waterkwaliteit, teneinde te komen tot een homogeen meetnet en dit in stand te houden ;
- f) het vaststellen van prioriteiten en het opstellen van een actieprogramma dat bijdraagt tot de realisering van de doelstellingen, opgenomen in artikel 2 van het onderhavig Verdrag, alsmede het regelmatig evalueren ervan. Na de opstelling van het eerste beheersplan voor het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde, het eventueel opmaken van een actieprogramma dat dit aanvult ;
- g) het versterken van de uitwisseling van informatie en van meningen over :
- het waterbeleid van de Verdragsluitende Partijen,
 - hun beleid inzake het beheer van de sedimenten,
 - de beste beschikbare technologieën en de meest milieuveilige handelwijzen,
 - de projecten die zijn onderworpen aan een effectbeoordeling en die een wezenlijk grensoverschrijdend effect kunnen hebben, met inachtneming van de op het grondgebied van de Verdragsluitende Partijen van kracht zijnde wetgeving ;

- h) het aanmoedigen van de samenwerking en van de uitwisseling van informatie in het kader van de programma's voor wetenschappelijk onderzoek, verband houdende met de doelstellingen van het onderhavig Verdrag ;
 - i) het opstellen van een jaarverslag, dat openbaar wordt gemaakt, en elk ander verslag dat zij dienstig acht ;
 - j) het waar nodig samenwerken met andere internationale commissies of organisaties die soortgelijke taken voor andere stroomgebiedsdistricten uitvoeren.
5. De afstemming ten aanzien van de grensoverschrijdende deelstroomgebieden gelegen in het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde kan plaats vinden in een passend regionaal kader.
6. Voor de afstemming van de verplichtingen van de Kaderrichtlijn Water ten aanzien van de stroomgebieden die geheel binnen het grondgebied van een Partij zijn gelegen zal deze Partij de samenhang met de andere Partijen verzekeren die zij nodig acht.
7. De Commissie kan andere zaken binnen het toepassingsgebied van het onderhavig Verdrag behandelen, die de Verdragsluitende Partijen haar in onderlinge overeenstemming opdragen.

ARTIKEL 5

Samenstelling en werkwijze van de Commissie

1. De Commissie bestaat uit delegaties van de Verdragsluitende Partijen. Elke Verdragsluitende Partij benoemt haar afgevaardigden, onder wie een delegatieleider.
2. Het voorzitterschap van de Commissie wordt afwisselend door iedere Verdragsluitende Partij uitgeoefend, voor een in het, in lid 8 van dit artikel voorziene, Huishoudelijk en Financieel Reglement bepaalde duur. De Verdragsluitende Partij die het voorzitterschap uitoefent wijst een van de leden van haar delegatie aan als Voorzitter van de Commissie. De Voorzitter treedt tijdens de vergaderingen van de Commissie niet op als woordvoerder van zijn delegatie.
3. De Commissie vergadert eenmaal per jaar, daartoe bijeengeroepen door de Voorzitter, en voorts op verzoek van ten minste twee delegaties. De Commissie kan sommige van haar vergaderingen op ministerieel niveau houden.
4. De Commissie formuleert haar adviezen of aanbevelingen en neemt haar beslissingen met eenparigheid van stemmen. Het Huishoudelijk en Financieel Reglement alsmede de begroting van de Commissie worden aangenomen in aanwezigheid van alle delegaties. Elke delegatie beschikt over één stem. De afwezigheid van een stemgerechtigde delegatie geldt als stemonthouding. Een enkele stemonthouding staat eenparigheid niet in de weg.

De delegatie van het Koninkrijk België en de onderscheiden delegaties van de Belgische Gewesten beschikken over stemrecht voor de beslissingen die hun eigen bevoegdheden volgens de Belgische Grondwet en de Belgische wetgeving aangaan.

5. De werktalen van de Commissie zijn het Nederlands en het Frans.
6. De Commissie beschikt over een permanent secretariaat, gevestigd in Antwerpen, om zich in haar taken te laten bijstaan. De Commissie beslist over de aanwerving en het ontslag van het personeel van het secretariaat. Nadere regels daartoe worden vastgelegd in het Huishoudelijk en Financieel Reglement.
7. Teneinde de taken uit te oefenen die haar in het onderhavig Verdrag zijn toebedeeld, bezit de Commissie rechtspersoonlijkheid. Zij geniet op het grondgebied van elk der Verdragsluitende Partijen de handelingsbevoegdheid die noodzakelijk is voor de vervulling van haar taken. De Commissie wordt vertegenwoordigd door haar Voorzitter.
8. Ter regeling van haar werkzaamheden neemt de Commissie een Huishoudelijk en Financieel Reglement aan. Dit Reglement dient in een schriftelijke procedure voor de besluitvorming te voorzien, onverminderd de principes aangegeven in lid 4 van dit artikel.

ARTIKEL 6

Waarnemers en samenwerking met derden

1. De Commissie kan op hun verzoek als waarnemer erkennen :
 - a) de Europese Gemeenschap ;
 - b) intergouvernementele organisaties waarvan de werkzaamheden verband houden met het onderhavig Verdrag ;
 - c) niet-gouvernementele organisaties voor zover er sprake is van raakvlakken met hun belangen of taken ;
 - d) elke Staat die geen Partij is bij het onderhavig Verdrag en die belang heeft bij de werkzaamheden van de Commissie.
2. De waarnemers kunnen, zonder stemrecht, deelnemen aan de vergaderingen van de Commissie en kunnen in de Commissie elke informatie, elk verslag of elke mening, verband houdend met het doel van het onderhavig Verdrag, inbrengen.
3. De Commissie wisselt informatie uit met de waarnemers. In het bijzonder hoort zij de waarnemers wanneer het adviezen, aanbevelingen of besluiten betreft die zij van belang voor hen acht en informeert hen vervolgens over de adviezen of aanbevelingen die zijn uitgebracht en de besluiten die zijn genomen.
4. De Commissie organiseert in haar schoot de samenwerking met de waarnemers.

De modaliteiten van deze samenwerking alsmede de voorwaarden voor de toelating tot en de deelneming aan deze samenwerking worden geregeld in het Huishoudelijk en Financieel Reglement.
5. De Commissie kan besluiten zich te laten bijstaan door deskundigen en deze uit te nodigen voor haar vergaderingen.

ARTIKEL 7

Financiering van de Commissie

1. Elke Verdragsluitende Partij draagt de kosten van haar vertegenwoordiging in de Commissie.
2. De Verdragsluitende Partijen dragen de overige aan de werkzaamheden van de Commissie verbonden kosten, daaronder begrepen die van het secretariaat, overeenkomstig de volgende verdeelsleutel :

Koninkrijk België :	0,5 %
Brussels Hoofdstedelijk Gewest :	5 %
Vlaams Gewest :	37,5 %
Waals Gewest :	10 %
Franse Republiek :	40 %
Koninkrijk der Nederlanden :	7 %

De Commissie kan in geval van latere toetreding of uittreding van een Verdragsluitende Partij of van naar haar oordeel bijzondere activiteiten, een andere verdeelsleutel bepalen.

ARTIKEL 8

Geschillenbeslechting

Indien tussen Verdragsluitende Partijen een geschil ontstaat met betrekking tot de uitlegging of de toepassing van het onderhavig Verdrag, streven deze met voorrang ernaar tot een oplossing te komen door onderhandeling of via een andere methode van geschillenbeslechting die de Partijen bij het geschil aanvaardbaar achten.

ARTIKEL 9

Relatie met andere Verdragen

1. Vanaf zijn inwerkingtreding heft het onderhavig Verdrag het Verdrag van Charleville-Mézières op en vervangt dit.
2. Onverminderd de bepalingen van het eerste lid van dit artikel, blijven de krachtens het Verdrag van Charleville-Mézières uitgebrachte adviezen of aanbevelingen en de genomen besluiten van toepassing en behouden hetzelfde juridisch karakter, voor zover zij verenigbaar zijn met, en niet uitdrukkelijk beëindigd worden door het onderhavig Verdrag of door enig advies, enige aanbeveling of enig besluit van de Commissie.
3. Alle goederen, rechten en verplichtingen, de personeelsleden, de archieven, alsmede de huidige en toekomstige schulden en schuldvorderingen van de Commissie ingesteld onder het Verdrag van Charleville-Mézières, die voortvloeien uit contracten en gerechtelijke procedures die lopen of in de toekomst zullen ontstaan, worden integraal overgenomen door de Commissie ingesteld onder het onderhavig Verdrag.
4. De bepalingen van het onderhavig Verdrag doen geen afbreuk aan de rechten en verplichtingen van Verdragsluitende Partijen die voortvloeien uit andere verdragen, voorafgaand aan de inwerkingtreding van het onderhavig Verdrag en verband houdend met het doel ervan.

ARTIKEL 10

Inwerkingtreding

1. Elke Verdragsluitende Partij deelt aan de Regering van het Koninkrijk België, die hierbij wordt aangeduid als depositaris van het onderhavig Verdrag, mee wanneer aan de voor haar vereiste interne procedures voor de inwerkingtreding van het onderhavig Verdrag is voldaan.
2. De depositaris bevestigt onmiddellijk de datum van ontvangst van deze mededelingen en stelt de andere Verdragsluitende Partijen daarvan in kennis.
3. Het onderhavig Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de laatste mededeling.

ARTIKEL 11

Opzegging

1. Na het verstrijken van een periode van drie jaar na zijn inwerkingtreding kan het onderhavig Verdrag te allen tijde door elk der Verdragsluitende Partijen worden opgezegd, na de beëindiging van de eigen nationale procedures, door middel van een aan de depositaris te richten schriftelijke verklaring.
2. Een opzegging wordt van kracht aan het einde van het jaar volgend op dat van de opzegging.

ARTIKEL 12

Authentieke tekst en neerlegging

Het onderhavig Verdrag, opgesteld in de Nederlandse en de Franse taal, waarbij de twee teksten gelijkelijk authentiek zijn, zal worden neergelegd in de archieven van de depositaris die daarvan een gewaarmerkt afschrift zal doen toekomen aan elk der Verdragsluitende Partijen.

FAIT à Gand, le 3 décembre 2002.

GEDAAN te Gent, op 3 december 2002.

**POUR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME DE BELGIQUE,**

**VOOR DE REGERING
VAN HET KONINKRIJK BELGIË,**

.....

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA REGION DE BRUXELLES-
CAPITALE,**

**VOOR DE REGERING
VAN HET BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK GEWEST,**

.....

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA REGION FLAMANDE,**

**VOOR DE REGERING
VAN HET VLAAMS GEWEST,**

.....

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA REGION WALLONNE,**

**VOOR DE REGERING
VAN HET WAALS GEWEST,**

.....

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,**

**VOOR DE REGERING
VAN DE FRANSE REPUBLIEK,**

.....

**POUR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME DES PAYS-BAS,**

**VOOR DE REGERING
VAN HET KONINKRIJK DER
NEDERLANDEN,**

.....

